

Choléra au Niger : 88 morts au bilan

Page 2

VERSION

Politique - Science - Education- Societé- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du lundi 06 septembre 2021

7 jrs/7

N°1722 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

Situation confuse en Guinée : Alpha Condé dans les mains des putschistes

Page 15



Nigéria : Deux États du Sud veulent introduire un pass vaccinal

Page 6



L'ONU appelle à la fin du racisme dans le monde

Page 3

NIGER

Choléra : 88 morts au bilan



A ce jour, sur les 2.336 cas de choléra enregistrés, le taux de létalité est de 3,55%

Le bilan de l'épidémie de choléra qui sévit depuis des mois au Niger est monté à 88 morts sur les 2.641 cas enregistrés, soit un taux de létalité de 3% en date du 30 août, a annoncé mercredi 1er septembre, le ministère de la Santé publique.

La pandémie qui sévit au Niger a touché au total, 6 des 8 régions du pays, à savoir Zinder ,Maradi, Dosso, Tahoua



Les fortes pluies qui se sont abattues sur le Niger depuis le 11 août ont provoqué une épidémie de choléra

La suite à la page 3

SOCIETE

La suite de la page 2

, Tillabéry et Niamey, la capitale, selon un rapport de la direction de la surveillance épidémiologique du ministère de la Santé publique. Face à cette situation, le gouvernement a assuré à Xinhua avoir pris des dispositions, dont des échanges «réguliers» avec les directions régionales de la santé, le pré-positionnement de kits choléra, de tests de dépistage rapides et le renforcement des stocks dans les régions les plus touchées, la mise en place de sites d'isolement et de prise en charge dans les foyers ou encore le traitement régulier des points d'eau.

Le ministre de la Santé publique, Idi Illiassou Maïnassara, a aussi lancé un appel à la population à renforcer les règles d'hygiène et le recours aux services de santé ''devant tous cas présentant les signes de suspicion de choléra, à savoir la diarrhée, les vomissements, la déshydratation''. L'épidémie de choléra a été officiellement déclarée le 9 août par le ministre de la Santé publique, Idi Illiassou Mainassara, dans un communiqué. «La plupart des cas sont en lien avec une épidémie qui sévit depuis plusieurs mois au niveau des régions voisines transfrontalières», avait-il précisé. Pour rappel, le choléra est une maladie bactérienne provoquant de graves diarrhées qui se transmet à travers l'eau. La dernière épidémie au Niger remonte à 2018.

Source:French.news

K.Fiakofi

L'ONU appelle à la fin du racisme dans le monde



Un appel urgent à l'action pour que chacun, partout, s'engage à éradiquer le mal du racisme

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé, mardi 31 août, à mettre fin au racisme**, à l'occasion de la toute première Journée internationale des personnes d'ascendance africaine.**

Dans son discours inaugural le 31 août de chaque année, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a appelé à un plus grand engagement pour faire avancer la promesse d'égalité, de justice et de dignité pour tous. «Cette journée est une célébration des énormes contributions des personnes d'ascendance africaine à tous les domaines de l'activité humaine. C'est une reconnaissance attendue depuis longtemps des injustices profondes et de la discrimination systémique que les personnes d'ascendance africaine ont endurées pendant des siècles et auxquelles elles continuent d'être confrontées aujourd'hui. Et c'est un appel urgent à l'action pour que chacun, partout, s'engage à éradiquer le mal du racisme», a-t-il déclaré dans un communiqué. Rien que sur le continent américain, plus de 200 millions de personnes s'identifient comme étant d'ascendance africaine.

La suite à la page 4

SOCIETE

La suite de la page 3



Reconnaître l'héritage et redresser les torts

Des millions d'autres se trouvent à travers le monde entier, en dehors du continent africain. Que ce soit en tant que descendants des victimes de la traite transatlantique des esclaves ou en tant que migrants plus récents, ils font partie des groupes les plus pauvres et les plus marginalisés, selon l'ONU.

Durban

La résolution rappelle également deux initiatives connexes des Nations Unies : la Conférence mondiale de 2001 contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, tenue à Durban, en Afrique du Sud, et la déclaration de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, qui se termine en 2024. « Vingt ans après la Déclaration et le Programme d'action de Durban, et plus qu'à mi-chemin de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, nous connaissons une dynamique sans précédent pour mettre fin au fléau mondial du racisme », a déclaré le chef de l'ONU. « Nous ne devons pas gaspiller cette opportunité ». Le projet « La route de l'esclave », géré par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), encourage une conversation ouverte et honnête sur l'horreur et la cupidité de l'esclavage. Une autre initiative du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) vise à élargir les possibilités offertes aux jeunes d'origine africaine, tandis que le Bureau des droits de l'homme des Nations Unies (HCDH) a lancé l'Agenda pour un changement transformateur en faveur de la justice et de l'égalité raciales, afin de lutter contre le racisme systémique, de garantir la responsabilité et d'assurer une justice réparatrice.

Source: news.un

K.Fiakofi

TCHAD

Le président du Conseil Militaire de Transition en visite au Soudan



Le président du Conseil militaire de transition du Tchad, le général Mahamat Idriss Deby, a été reçu dimanche 29 août à Khartoum, dans la capitale soudanaise pour une visite d'État de deux jours. À la tête d'une délégation, il a été accueilli au Palais présidentiel par son homologue soudanais, le général Abdel Fattah al-Burhan.



En début d'après-midi de la journée du 29 aout, les deux hommes d'État ont débuté des discussions au Palais présidentiel. Mahmat Idriss Déby rencontrera également le 1er vice-président soudanais et des officiels alors que la délégation tchadienne aura des discussions avec la partie soudanaise.

«Cette visite d'État nous permettra de passer au crible un large éventail de questions bilatérales et régional, selon le général Mahamat Idriss Deby.

Nang-yanan Raoul

NIGERIA

Deux États du Sud veulent introduire un pass vaccinal



Les Etats d'Edo et d'Ondo, au sud du Nigéria vont rendre obligatoire le pass vaccinal covid-19 en mi-septembre 2021 pour l'accès aux lieux publics

Deux États du Sud du Nigeria veulent rendre la vaccination obligatoire pour accéder aux lieux publics et aux rassemblements. L'objectif est d'accélérer la campagne de vaccination contre le Covid-19 afin de limiter la propagation de la pandémie dans le pays le plus peuplé d'Afrique.

Plusieurs pays européens ont déjà rendu obligatoire un pass vaccinal covid-19 pour avoir accès aux lieux publics. Le Nigeria veut leur emboîter le pas. Selon Le Monde, la semaine dernière, le gouverneur de l'Etat d'Edo, Godwin Obaseki, a donné aux habitants jusqu'à mi-septembre pour se faire vacciner, sous peine de se voir interdire l'accès à certains lieux, notamment les banques, les réceptions privées, les églises et les mosquées. « Nous avons pris des dispositions adéquates avec les agences de sécurité pour empêcher toute personne ne possédant pas de carte de vaccination d'accéder à ces lieux », a déclaré M. Obaseki, selon notre source.

Inciter à la vaccination

Selon l'agence nationale en charge du programme de

La suite à la page 7

NIGERIA

La suite de la page 6



Le Nigeria a reçu moins de 10 millions de doses de vaccin pour une population de plus de 200 millions d'habitants, selon Le Monde

vaccination (NPHCDA), à la date du lundi 30 août dernier, seulement 2,8 millions de personnes avaient reçu une première dose dans tout le Nigeria. L'agence à saluer la décision du gouverneur de l'Etat d'Edo, visant à pousser la population à se faire vacciner.

La disponibilité du vaccin pose problème

Le pays le plus peuplé de l'Afrique a reçu moins de 10 millions de doses de vaccin pour une population de plus de 200 millions d'habitants. Ce qui signifie que l'accès au vaccin est toujours très limité. Du coup, l'introduction du pass vaccinal pose problème au regard de la disponibilité du vaccin. D'autre part, l'idée d'éventuels effets secondaires après le vaccin est toujours une crainte pour une partie de la population qui ne veut pas se faire vacciner. Tout comme en France et en Italie, l'annonce du gouverneur Godwin Obaseki d'introduire le pass vaccinal , a déclenché des manifestations lundi dans les rues de Benin City, la capitale de l'Etat, selon le Monde.

L'Etat d' Ondo, toujours au sud du pays, a également donné deux semaines aux habitants pour se faire vacciner.

Source: Le Monde

Line Rose

Bénin : Gros scandale financier de 260 millions de francs CFA à l'ORTB

La fameuse affaire de malversation financière qui secoue l'Office de la Radiodiffusion et Télévision du Bénin continue de faire des vagues. Selon nos confrères du site d'information La vraie info, aux dernières nouvelles, les mis en causes placés en garde à vue depuis quelques jours sont passés aux aveux.

De cette audition, il ressort qu'entre 2017-2019, les remises de chèque effectuées équivalent à un montant d'environ 200 millions francs CFA. A en croire notre source, plusieurs responsables de l'Office de la Radiodiffusion et télévision du Benin auraient reçu d'importantes sommes allant de 500 mille à 42 millions francs CFA. Parmi eux figurent Hyacinthe Vivien Codjia,

La suite à la page 8

La suite de la page 7



Ce scandale financier implique des responsables du média public

Agent Comptable, (cadre du ministère des finances détaché à l'ORTB) qui aurait bénéficié d'un montant d'environ 45 millions de francs CFA, la directrice régionale ORTB Parakou, Loukyatou Dangou épouse Zato aurait empoché environ 12 millions francs CFA ; le sieur Dah Dangbènon Abel, chef division opération bancaire aurait bénéficié d'un montant d'environ 2.700.000 FCFA.

Des responsables du média public interpellés

Toujours selon La vraie info, le système de fraude sur remise de chèque a démarré dès 2017. Aussi, l'agent comptable Hyacinthe Vivien Codjia, aurait-il bénéficié d'un montant de 1.500.000 francs CFA tous les mois sur chaque dotation mensuelle de 5 millions francs CFA envoyée à ORTB- Parakou par la direction générale de Cotonou. A la suite de ces aveux et des documents sensibles obtenus lors de la perquisition des domiciles de certains travailleurs de la télévision d'Etat , 09 agents au total ont été placés sous mandat de dépôt pour association de malfaiteurs, abus de fonction et blanchiment de capitaux. Pour rappel, plusieurs autres responsables notamment l'ancien Directeur Général Joël Houndolo et l'actuel Directeur Jean Philippe Abraham ont également été interpellés pour une audition dans le seul but d'élucider toutes les zones d'ombre dans ce gros scandale financier qui a coûté, pour l'heure, un manque à gagner de près de 260 millions de francs CFA pour l'Etat béninois.

Oumou Konaté

TCHAD

Des jeunes sans perspective sont exploités



«C'est un peu l'échec aussi des politiques publiques. C'est l'échec de l'Etat, vis-à-vis du monde rural, selon Félix Mbété Nangmbatnan

Des jeunes tchadiens à la recherche du pain quotidien sont exploités comme des esclaves. Un phénomène que l'on rencontre un peu partout dans le pays.

«Certains enfants du sud du pays sont vendus à des prix dérisoires à peine 100 dollars, l'équivalent de 50.000 francs CFA. Les parents reçoivent au plus 20.000 francs CFA. On signe même des papiers», a déploré le sociologue Félix Mbété Nangmbatnan.

Félix Mbété Nangmbatnan a expliqué à DW comment les familles pauvres vendent leurs enfants contre de modiques sommes d'argent pour qu'ils aillent travailler, souvent comme gardien de troupeaux à la campagne. ''Ce sont des jeunes qu'on prend très jeunes, à 10 ans, 11 ans ou 12 ans. Avant même qu'ils n'aient le temps d'aller à l'initiation. Et on leur promet une génisse ou un veau à la fin de l'année ou chaque six mois, qu'on ne donne pas. Parfois, on amène l'enfant en République centrafricaine et il disparaît. Et lorsque les enfants atteignent l'âge de 14, 15 ou 16 ans, ils s'échappent. Et ils viennent rejoindre les autres à N'Djaména", a-t-il déploré.

Esclave dans son pays

S'ils ne poursuivent pas leur voyage jusque dans les mines d'or de l'extrême-nord du Tchad, la plupart de ces jeunes se font ensuite embaucher

La suite à la page 10

RDC

La suite de la page 9

comme domestiques par des familles aisées à N'Djaména et dans les principales villes de l'arrière-pays. Ces jeunes hommes sont souvent sous-payés, voire brutalisés et violés, selon le juriste Jean-Bosco Manga qui s'est confié à DW.

«Ce ne sont pas seulement les jeunes filles qui sont violées. Même les garçons sont utilisés comme des objets sexuels par des femmes qui, parfois, en l'absence de leur époux, les utilisent pour satisfaire leur libido», a précisé le juriste.

Cette situation est due à la paupérisation des populations et surtout à la démission des pouvoirs publics, estime Félix Mbété Nangmbatnan.

Faute d'emplois, une partie des jeunes Tchadiens prend aussi le chemin de l'Europe, via la Libye, après avoir traversé le Sahara, avec les conséquences tragiques qu'on connaît.

Source: DW

Oumou Konaté

Le pays accuse l'Angola de polluer un grand fleuve



Les pollutions ont atteint certaines localités du sud-ouest

Les autorités de la République démocratique du Congo (RDC) ont pointé du doigt une mine en Angola pour avoir pollué deux affluents du fleuve Congo, le deuxième plus long d'Afrique.

Selon une enquête préliminaire des autorités congolaises, cette pollution serait due à la montée d'une fuite de la mine de diamants de Catoca en Angola des rivières Tshikapa et Kasaï, qui seraient devenues rouges . La RDC affirme que la pollution a nui à la santé des habitants de Tshikapa dans la province du Kasaï, provoquant des diarrhées. Des rapports de villageois du centre du Congo ont indiqué à Nation africa que les produits chimiques ont tué des poissons et des hippopotames depuis juillet dernier. Un rapport de l'Institut congolais pour la conservation de la nature indique également que «d'autres grands

La suite à la page 11

La suite de la page 10



Des chercheurs à Kinshasa craignent une contamination des eaux souterraines qui pourraient avoir des effets négatifs pendant plusieurs années

mammifères comme les buffles ont été touchés».De son côté, l'Angola admet que sa plus grande mine de diamants a subi des dommages. Le gouvernement dit en avoir été informé par la société minière Catoca.

En RDC, on craint des conséquences sur la santé des populations et l'environnement autour des rivières.Le gouvernement a dépêché la ministre de l'Environnement Eve Bazaiba à Tshikapa, ainsi que des services de santé et des parlementaires. « La RD Congo a, d'un point de vue diplomatique, saisi le gouvernement angolais pour un bilan mitigé de cette situation en vue d'en tirer les conséquences », a déclaré Patrick Muyaya, porte-parole du gouvernement congolais. Pour l'instant, les autorités congolaises ont interdit la consommation d'eau de ces rivières pour éviter un drame humanitaire. A Kinshasa, les autorités craignent que le grand fleuve Congo soit également pollué, ce qui affecterait plusieurs provinces de la RDC.

Source: Nation africa

K.Fiakofi

TCHAD

Le désarmement est «un défi national», assure le n°2 de la transition



Le vice-président du Conseil militaire de transition, le général Djimadoum Tiraïna, a appelé lundi dernier la commission mixte de désarmement à maintenir un élan professionnel pour atteindre ses objectifs. Il s'exprimait lors d'une cérémonie de présentation de 1309 armes saisies en deux mois d'opérations.

«Si vous maintenez cet élan professionnel, nous atteindrons notre objectif qui est de désarmer tous les citoyens qui détiennent illégalement les armes de guerre et en font usage», a déclaré le vice-président du CMT. Il a exhorté les partenaires techniques et financiers à «soutenir» les autorités de transition dans «ces efforts afin de parvenir à un véritable succès sur l'ensemble du territoire national pour que les citoyens retrouvent la quiétude et la joie de vivre ensemble en paix dans n'importe quelle province du pays».

Pour le numéro 2 de la transition, il s'agit d'un résultat palpable pour un travail abattu en un temps record par les éléments de la commission mixte de désarmement. «Certains font usage des armes le plus souvent dans le cadre des confits intercommunautaires. C'est ainsi que des instructions fermes ont été données», a-t-il dit.

Le général Djimadoum Tiraïna assure que des moyens conséquents seront déployés pour réaliser à bon escient cette mission, ajoutant que la résolution de cette récurrente question de désarmement est un défi national que le Conseil militaire de transition décide de prendre à bras-le-corps.

La commission est composée de l'armée de terre, la gendarmerie nationale, la garde nationale et nomade du Tchad et la police nationale.

Nang-yanan Raoul

LIBYE

Les pays voisins appellent au retrait des mercenaires



Les ministres des Affaires étrangères des pays voisins de la Libye se sont retrouvés à Alger pour évoquer la question du retrait des mercenaires

Du 30 au 31 août 2021, les voisins de la Libye se sont réunis à Alger pour évoquer la situation politique de ce pays plongé dans le chaos depuis 10 ans. Au terme de leur réunion, ils se sont convenus du retrait des mercenaires et des forces étrangères de Libye.

Sept ministres des Affaires étrangères des pays limitrophes de la Libye ont participé à la réunion de deux jours consacrée à l'examen d'une sortie de crise dans ce pays, à travers le règlement des différends entre les protagonistes libyens, et en balisant le terrain à la tenue des élections en décembre prochain. Ils ont affirmé la nécessité d'une application effective des principales priorités de la feuille de route convenue . «Ces deux jours de réunion, nous ont permis d'aborder des points sensibles», s'est félicitée la ministre des Affaires étrangères de la Libye, Najla El Mangoush. «Tous les pays voisins sont prêts à nous soutenir pour que notre pays retrouve enfin sa stabilité» a-t-elle assuré, selon Africanews.

La question des mercenaires

Durant la réunion, les ministres des Affaires étrangères se sont mis d'accord sur le retrait des mercenaires de la Libye. Ils ont appelé au retrait des mercenaires et des forces étrangères du territoire libyen, exigeant l'implication des pays limitrophes, aux pourparlers et aux processus

La suite à la page 14

LIBYE

La suite de la page 13



Les pays voisins de la Libye doivent se retrouver pour l'organisation du retrait des mercenaires et des combattants étrangers

lancés en la matière. La question des mercenaires pose des inquiétudes en Algérie. «Jusqu'à présent, nous ne savons pas où vont aller ces forces illégales présentes en Libye. La chose la plus raisonnable serait que ceux qui ont fait entrer ces gens en Libye les renvoient hors de pays, de là où ils viennent. C'est le moyen pour nous (l'Algérie) et tous les pays voisins d'éviter d'être également victimes d'un retrait non organisé et non supervisé de ces ggroupe», a préconisé le ministre des Affaires étrangères de l'Algérie, Ramtane Lamamra.

Ont pris part à cette réunion, outre la Tunisie, l'Algérie et la Libye, les ministres des Affaires étrangères d'Egypte, du Soudan, du Tchad, du Mali, ainsi que des représentants de l'Union africaine, de la Ligue arabe et des Nations-Unies. Les participants se sont donné rendez-vous dans un mois, pour aborder l'épineuse question de l'organisation du retrait des mercenaires et des combattants étrangers.

Source: Africanews, GnetNews

Line Rose

GUINÉE CONAKRY

Alpha Condé dans les mains des militaires putschistes



Sur une photo et une vidéo qui circulent sur les réseaux sociaux, on voit Alpha Condé chemise ouverte, assis dans le canapé d'un salon de la présidence

Dimanche noir à Conakry. Des tirs ont retenti, le dimanche 05 septembre 2021 dans la matinée, à Conakry. Mutinerie ou coup d'Etat ? Mais selon plusieurs sources concordantes, le président Alpha Condé, nouvellement élu en 2020 pour un 3ème mandat contesté, a été arrêté et se trouve toujours dans les mains des putschistes.

Tôt dans la matinée du dimanche, des tirs nourris d'armes automatiques avaient retenti sur la presqu'île de Kaloum, centre névralgique de Conakry, où siègent la présidence, les institutions et les bureaux d'affaires de ce pays d'Afrique de l'Ouest, en proie depuis des mois, à une grave crise économique et politique.

Selon plusieurs sources concordantes, les forces spéciales guinéennes ont affirmé, hier le dimanche, avoir capturé le président Alpha Condé et « dissoudre » les institutions, dans une vidéo adressée à un correspondant de l'Agence France-Presse (AFP) et postée sur les réseaux sociaux. « Nous avons décidé après avoir pris le président, qui est actuellement avec nous (…), de dissoudre la Constitution en vigueur, de dissoudre les institutions ; nous avons décidé aussi de dissoudre le gouvernement

La suite à la page 16

GUINÉE CONAKRY

La suite de la page 15



et la fermeture des frontières terrestres et aériennes », dit un des putschistes en uniforme et en armes, dans cette déclaration qui a aussi abondamment circulé sur les réseaux sociaux. Dénonçant *« le disfonctionnement de l'Institution républicaine, l'instrumentalisation de la Justice et la gabegie* », le lieutenant-colonel Doumbouya, "nouveau homme fort de la Guinée", couvert d'un drapeau guinéen, a réitéré cette déclaration à la télévision nationale, peu après 16 heures (heure de Paris), interrompant les programmes habituels, a précisé Le Monde.

Les autorités guinéennes n'ont pas encore communiqué sur cet incident. Notons que ce n'est pas la première fois, qu'Alpha Condé est confronté à une tentative de putsch. En 2011 notamment, son domicile avait été la cible d'un assaut.

Leylatou TIENDREBEOGO

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Extrême nord du Cameroun : l'insécurité paralyse toujours les inscriptions sur les listes électorales



Au Cameroun, la campagne d'inscription sur les listes électorales pour l'année 2021, qui consistait en la révision des fichiers, s'est achevée le 31 août dernier. Interviewé au 20h30 de la CRTV, le délégué régional d'Elections Cameroon (Elecam) pour l'Extrême-Nord, a signifié que la crise sécuritaire (qui a débuté en 2014) et la situation de plusieurs citoyens sans cartes nationales d'identité, ont à nouveau été des obstacles à l'inscription de plusieurs citoyens, sur les listes électorales, selon Journal du Cameroun.com. Notons que c'est environ 15 000 personnes, qui ont été enrôlées, dans cette partie du pays.

Rwanda : L'UE et la GIZ encouragent le financement des énergies renouvelables en monnaie locale



Selon l'Agence Ecofin, le Rwanda a lancé une initiative pour encourager le financement de systèmes solaires, décentralisés en monnaie locale. Son objectif est d'aider les institutions financières du Rwanda à développer et à proposer des produits financiers, pour augmenter la part de financement des énergies renouvelables. Cette initiative sera mise en œuvre pendant le reste de l'année, par le programme GET.invest de l'Union européenne (UE) et le pôle Développement des systèmes financiers de la GIZ. Le financement des énergies renouvelables représente l'un des défis du sous-secteur en Afrique, a rappelé notre source.

RDC/Kindu : Dix présumés bandits tombent dans le filet de la police nationale congolaise



Dix présumés bandits armés sont tombés dans le filet de la police nationale congolaise (PNC), de la ville de Kindu, dans la province du Maniema, a rapporté Radio Okapi. Ils ont été présentés, le jeudi 2 septembre 2021, au gouverneur intérimaire du Maniema, Afani Idrissa, par le commandant de la PNC. Les présumés bandits ont été surpris dans une maison, dans le bloc Brazza, avec des biens volés dans un dépôt à Kalima et à Kindu. Afani Idrissa Mangala a félicité la bravoure de la police et profité de l'occasion pour sensibiliser la population, de cesser avec les actes inciviques, tout en promettant que ces présumés bandits vont répondre de leurs actes.

Cameroun: le siège du groupe Fadil scellé pour des impayés d'environ 800 millions FCFA

Le siège du Groupe Fadil (GF), de l'homme d'affaires Mohamadou Bayero Fadil à Douala, situé au quartier Bassa CCC, a été scellé, le vendredi 3 septembre 202, par la Caisse nationale de la prévoyance sociale (CNPS), a rapporté Actu Cameroun. Cet organisme public, chargé de collecter les cotisations sociales des Camerounais, réclame au Groupe Fadil, un pactole d'impayés d'environ 800 millions de FCFA.

GROUPE FADIL

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

Amazon lance dans trois pays africains un programme gratuit de formation



L'Agence Ecofin a rapporté qu'Amazon Web Services (AWS), leader mondial des plateformes de cloud computing, lance pour la première fois au Sénégal, au Rwanda et en RDC, le programme AWS re/Start, une formation de 12 semaines qui initie des jeunes africains de toutes conditions aux métiers du cloud. L'expansion du programme AWS re/Start, lancé en 2017, dans ces trois pays, s'inscrit dans la volonté d'Amazon Web Services de fournir à 29 millions de personnes dans le monde, un accès gratuit à une formation en informatique dématérialisée d'ici 2025. Selon Ecofin, l'objectif de ce lancement est d'aider le continent à se saisir de la 4e révolution industrielle.

Cameroun: Le ministre des Mines interdit l'accès des enfants mineurs aux sites d'exploitation



«Est strictement interdit, pour compter de la date de signature de la présente décision, l'accès des enfants mineurs aux sites d'exploration, d'exploitation minières sur toute l'étendue du territoire national, de même que toute forme de travail à l'intérieur desdits sites, impliquant les enfants en deçà de l'âge obligatoire de scolarité, tel que prévu par la réglementation en vigueur ». Cette décision a été prise par le ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique, Gabriel Dodo Ndoké, le 30 août 2021, selon cameroon-info.net. Cette interdiction survient dans un contexte où des ONG condamnent le travail des enfants mineurs dans les sites miniers, au Cameroun et notamment à l'Est du pays.

Maroc/Vaccin Covid: Plus de 19 millions de personnes ont reçu leur première dose



Le ministère de la Santé marocaine a annoncé, vendredi 03 septembre 2021, un total de 4.381 nouveaux cas d'infection au coronavirus (Covid-19) et de 6.237 guérisons, selon leconomiste.com. Le nombre de primo-vaccinés atteint 19.041.052, alors que celui des personnes complètement vaccinées (1ère et 2ème doses) s'élève à 15.476.607, a précisé le ministère,dans son bulletin quotidien sur la situation de Covid-19, cité par notre source. Ce nouveau bilan porte à 876.732 le cumul des contaminations depuis le premier cas signalé au Maroc en mars 2020, tandis que les guérisons sont passées à 813.670. Quant aux décès, leur nombre total atteint 12.923 à la date du 03 septembre.

Ile Maurice/Covid-19 : 76 050 doses du vaccin Pfizer sont attendues ce mois

Le ministre de la Santé a annoncé lors d'une conférence de presse du National Communication Committee sur la Covid-19, le vendredi 03 septembre, que 76 050 doses du vaccin Pfizer sont attendues pour ce mois, a rapporté defimedia.info. Seuls les adolescents de 12 à 17 ans, dont leur nombre s'élève à 138 901 jeunes, seront inoculés en premier par ce lot de vaccin. A la date du 03 septembre, l'Île comptait 10 676 cas de covid 19, avec 31 décès.



Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
redaction@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com
Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/
P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/
P.F
Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20
Une vente en ligne (Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info
Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez le QNA dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MON KIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE


Le Quotidien Numérique d'Afrique
Occupez
une page entière
dans votre
Journal
Le Quotidien Numérique
Votre Message Personnalisé
Sur une Page entière
A Seulement 59 000 FCFA TTC
http://quotidiennum
Contacts : +226 64 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info